



TRANSPARENCY INTERNATIONAL LUXEMBOURG

The press review

15-21 April 2013

Prepared by Transparency International Luxembourg

Disclaimer

Cette revue de presse est compilée par Transparency International Luxembourg. Les idées et opinions exprimées dans les articles cités sont fournis à titre d'information uniquement et ne représentent pas les idées et opinions de Transparency International Luxembourg, qui s'en distance formellement. La véracité et l'exactitude des documents repris ou cités dans cette revue de presse n'a pas été confirmée par Transparency International Luxembourg. Pour toutes questions concernant ce service, nous vous prions de bien vouloir contacter notre bureau au numéro de téléphone 26 38 99 29 ou par e-mail au secretariat@transparence.lu.

Information importante « hotline anti corruption »

Nous vous rappelons que nous avons mis en place une « hotline » qui permet d'obtenir aide et assistance gratuite pour les particuliers pour tout fait constitutif de corruption au sens large ou de trafic d'influence (en tant que victime ou de témoin).

Vous pouvez nous joindre à cet effet par téléphone au numéro 26 38 99 29, par email info@transparence.lu ou alors directement en nos bureaux situés au 11C, Bd. Joseph II, Luxembourg.

National

Experten fuerderen d'Ofschafung vum 500-Euro-Schäin

RTL - 12.04.2013, 10:18 | Fir d'lescht aktualiséiert: 12.04.2013, 10:26

Am Kampf géint d'Steierflucht recommandéieren Experten den 500-Euro-Schäin ofzeschaffen.



© AFPMat der Ofschafung vum moofe Schäin géif et schwéier ginn, Schwarzgeld an d'Ausland ze bréngen, sou de Reiner Holznagel, President vum "Bund des Steuerzahler".

Och d'Transparency International (TI) ass dofir, den 500-Euro-Schäin komplett aus dem Verkéier ze zéien. De Schäin géif Geldwäsch, Korruptioun a Steierhannerzéiung erliichter.

Den Bremer Wirtschaftsprofessor Rudolf Hickel mécht an deem Sënn en Appel un d'EZB, de Schäin ofzeschaffen. Domat kéint e grouse Bäitrag geleescht ginn, d'Steierkriminalitéit ze bekämpfen.

Wednesday, 17 April, 2013

Jean Asselborn urges EU to go after 'real tax havens'

Luxembourg's Foreign Minister: "Neither Austria, nor Luxembourg are tax havens"



Photo: AFP

(AFP) Luxembourg Foreign Minister Jean Asselborn called on Monday for the European Union to take on "real tax havens" in the British Channel islands, after his country and Austria were pressured into modifying their policies on banking secrecy.

"I hope that, in the fight against the real tax havens, we will act as firmly as we did for the small European Union countries," Asselborn told a press conference held in Vienna with his counterpart Michael Spindelegger.

In reference to the Channel islands, Asselborn complained that discussions with London only took place privately, saying he would like more transparency on the issue.

"Neither Austria, nor Luxembourg are tax havens," the minister insisted, before adding that he hoped both countries would coordinate their responses to calls for them to lift banking secrecy policies.

On April 10, Luxembourg Prime Minister Jean-Claude Juncker accepted to do so partially, saying that an automatic exchange of information concerning foreigners who held accounts in his country could take place from January 2015.

That left Austria as the last country to defend total banking secrecy, and Austrian Chancellor Werner Faymann subsequently said he was prepared to negotiate the issue, but that the country would maintain secrecy for its own citizens.

Le Luxembourg condamné pour violation de la liberté d'expression

La Cour européenne des droits de l'Homme vient de condamner le Luxembourg pour violation de la liberté d'expression et du droit à la vie privée, au terme d'une plainte déposée par le journal lusophone *Contacto* contre une perquisition de la police en ses locaux.



Photo: Guy Jallay

À l'origine des perquisitions, en mai 2009: un reportage intitulé «Vies détruites sur ordre du tribunal» sur le cas de deux mineurs portugais dont la garde avait été retirée aux familles.

L'article, paru en décembre 2008, a déclenché une plainte pénale déposée par le Service central d'assistance sociale (SCAS) et un assistant social mentionné dans le reportage, accusant le journal de diffamation tant de cet assistant que «du système judiciaire et social luxembourgeois en général».

L'hebdomadaire lusophone avait aussi été accusé de révéler indûment l'identité d'un mineur, une accusation que la direction du journal a toujours rejetée, faisant valoir que la loi sur la protection de la jeunesse permet une telle révélation si elle vise la protection du mineur.

Le 7 mai 2009, deux agents de la police accompagnés d'un technicien en informatique s'étaient rendus à la rédaction de *Contacto*. Avaient été saisis un carnet de notes du journaliste signataire de l'article ainsi qu'un fichier informatique.

Le groupe Saint-Paul, propriétaire du journal, a à son tour déposé une plainte pour violation de la protection des sources, mais les tribunaux luxembourgeois ne lui ont pas donné raison.

Une perquisition jugée disproportionnée

Aujourd'hui, la CEDH a considéré à l'unanimité que les perquisitions et la saisie étaient «disproportionnées» et violaient la liberté d'expression, telle que prévue dans l'article 10 de la Convention européenne des Droits de l'Homme.

La CEDH a aussi considéré que les perquisitions ont porté atteinte au droit à la vie privée accordé par extension aux personnes morales, par six voix contre une, condamnant l'Etat luxembourgeois à payer une indemnisation de 5.635 euros au groupe Saint-Paul.

À l'époque, les perquisitions avaient déjà été condamnées par l'association Reporters sans Frontières (RSF), la Fédération européenne des journalistes et le Conseil de Presse du Luxembourg. [Le cas avait même fait chuter le Luxembourg de 19 places dans le classement de la liberté de la presse établi chaque année par RSF.](#)

Rappelons que quelques mois après le reportage du *Contacto*, le Tribunal de Jeunesse avait annulé la décision qui avait condamné le mineur à être placé dans un internat en Belgique, et a ordonné qu'il retourne auprès de sa famille.

Dans l'arrêt, le juge a été très critique vis-à-vis de l'enseignement et du système social luxembourgeois, considérant qu'ils n'ont pas su répondre «au cri d'appel du mineur», selon la décision.

Le juge a considéré que la décision d'éloigner le mineur de la famille, une mesure «extrêmement grave et douloureuse», «tombait du ciel», et ne prenait pas en compte ni l'avis de la psychologue du mineur ni l'avis des parents, décrits par le juge comme coopératifs et préoccupés par la situation de leur fils, diagnostiqué comme étant hyperactif.

Paula Telo Alves

Le jour d'après

2013-04-18 17:28:00

Le Luxembourg joue à fond la carte de la transparence

Marc Fassone - mfassone@le-jeudi.lu

Il devait disparaître, il ne restait plus qu'à savoir quand.

Cette hypothèque levée, il va falloir faire de la fin du secret bancaire un levier pour partir vers de nouveaux horizons.

Les premiers axes de cette stratégie se révèlent.

Le secret bancaire est donc mort. Pour autant, l'horizon n'est pas forcément totalement dégagé pour la Place.

La menace – identifiée –, est désormais celle de la re-nationalisation du marché unique des services financiers.

Une menace d'autant plus réelle que les tensions budgétaires se font de plus en plus fortes sur les gouvernements et que ceux-ci semblent désormais plus raisonner en recettes potentielles à identifier et à contrôler qu'en «Européens convaincus».

Le protectionnisme a de nouveau de beaux jours devant lui.

Une première escarmouche à dès lors vite été amorcée le jour même du discours sur l'état de la nation par Jean-Claude Juncker.

François Hollande se voulait le «croisé» de la lutte contre les paradis fiscaux et beaucoup, dans sa majorité, désignaient le Luxembourg comme l'un de ces paradis.

Une agitation cependant bien vite retombée de l'autre côté de la frontière.

Le scénario rappelait désagréablement les offensives sarkoziennes de 2009 quand il était question, au nom de la lutte contre les paradis fiscaux, d'obliger les banques françaises à quitter ceux-ci.

Ce qui avait entraîné de légers flottements dans les états-majors parisiens.

C'est pour éviter pareille désordre que Luc Frieden prend l'offensive.

De l'avis de beaucoup de professionnels du secteur, la fin du secret bancaire va permettre de vendre la Place grâce à son expertise et ses infrastructures de marché. L'abandon du secret va également donner au ministre des Finances de plus grandes marges de manœuvre sur des questions cruciales telles que la renégociation de la directive sur la fiscalité de l'épargne ou la taxe sur les transactions financières.

Un bon point. C'est l'occasion aussi, pour le pays, de se faire désormais le héraut de la transparence afin que l'adoption de l'échange automatique d'informations devienne l'instrument pour projeter la Place vers l'avenir. Avec les mêmes standards que les autres places financières. Ce dernier point étant crucial. La crainte reste en effet très vive chez les professionnels qu'en l'absence d'un traitement équitable pour tous les centres financiers – le fameux «level playing field» –, la concurrence soit faussée et que certaines activités soient délocalisées.

Urbi et orbi

La route est tracée et les ministres concernés ont très vite eu l'occasion de décliner la nouvelle stratégie gouvernementale dans différentes enceintes.

Lors du conseil Ecofin de Bruxelles, Luc Frieden a montré la voie en appelant les Etats membres du G20 à faire comme le Luxembourg. «Il est essentiel que le même standard soit adopté par toutes les places financières et que l'échange automatique d'informations devienne un standard mondial adopté au niveau du G20 ou mieux, au niveau mondial». Avec dans le viseur les Anglais, les Américains et les Chinois.

Trois pays ayant sous leur juridiction des plaques tournantes de la finance mondiale particulièrement opaques: respectivement les îles Anglo-Normandes, le Delaware et Hong Kong pour citer les principales.

Un message répété ce lundi 15 avril devant José Angel Gurría, le secrétaire général de l'OCDE, institution en charge de la lutte contre les paradis fiscaux.

Un message repris lors du voyage d'Etat en Autriche par Jean Asselborn, ministre des Affaires étrangères. Celui-ci souhaite ouvertement «que l'effort dans la lutte contre les “véritables” paradis fiscaux soit aussi fort que la pression exercée sur le Luxembourg et l'Autriche pour lever le secret bancaire».

De quoi se faire pardonner par des Autrichiens qui, jusqu'alors, considéraient le Luxembourg comme un allié solide dans le débat contre l'adoption de l'échange automatique d'informations et qui ont pu vivre les événements comme un désaveu.

Ce qui ne serait pas le cas, selon le ministre des Affaires étrangères. Etienne Schneider, ministre de l'Economie, également du voyage, a révélé que les deux gouvernements se seraient concertés si Luc Frieden n'avait pas dit une phrase de trop lors de l'interview qui avait mis le feu aux poudres.

Les Autrichiens devraient désormais bénéficier du soutien des Luxembourgeois dans leur revendication de ne lever leur secret bancaire pour les résidents étrangers que si le Royaume-Uni lâche du lest sur la question de ses propres paradis fiscaux.

Regional/International

Le Monde.fr

Politique

Le patrimoine de tous les ministres rendu public

Le Monde.fr avec AFP | 15.04.2013 à 07h53 • Mis à jour le 15.04.2013 à 19h54



Pour ce qui constitue une première, le patrimoine des trente-sept membres du gouvernement a été publié sur le site declarations-patrimoine.gouvernement.fr, qui proposait déjà les déclarations d'intérêts établies par les ministres lors de leur prise de fonction.

Lire le détail : [Patrimoine : des ministres propriétaires mais endettés](#)

En hâtant cette publication, l'exécutif, toujours ébranlé par les suites de l'affaire Cahuzac, espère bien [tourner](#) cette page douloureuse et [reprendre](#) la main. D'autant plus que l'opinion est favorable à cette mesure, selon un sondage IFOP paru dans le *Journal du dimanche*.

Alors que le premier ministre, [Jean-Marc Ayrault](#), avait dit, vendredi, en réponse à une question, que la publication des déclarations fiscales "*compléterait*" la publicité des patrimoines, le ministre des relations avec le Parlement, [Alain Vidalies](#), a assuré lui, lundi 15 avril, sur la radio RTL, que l'avis d'imposition des ministres ne serait pas publié, "*cela n'y figurera pas et cela ne figurera pas dans le projet de loi*" de moralisation de la vie publique.

La mesure n'est pas définitivement arbitrée "*mais quasiment*", a ajouté M. Vidalies. "*Il y a un problème juridique : la transparence, je me l'impose, mais il y a le problème des tiers.*" "*Supposons que vous ayez un élu qui paye une pension alimentaire. Si vous le mettez en*

transparence, c'est de l'autre personne que [vous](#) allez [donner](#) les revenus. C'est le problème du secret fiscal, y compris parce qu'il y a des questions constitutionnelles", selon le ministre et élu des Landes.

[Lire : Six sondés sur dix favorables à la publication du patrimoine des politiques](#)

CRAINTE D'UN GRAND DÉBALLAGE

Mais le gouvernement risque aussi de [froisser](#) certains ministres qui craignent un grand déballage. "Lorsqu'une mesure de transparence est prise, il y a toujours une hésitation légitime à [avoir](#), car ce sont des éléments privés rendus publics", admet-on à Matignon. Mais, ajoute-t-on de même source, "dans toute une série de pays, cette transparence existe et est entrée dans les mœurs". [Publier](#) les patrimoines n'aurait pas suffi pour découvrir le compte caché de [Jérôme Cahuzac](#), mais cela "permet de [renforcer](#) les contrôles et de procéder à d'éventuels recoupements", explique l'entourage du premier ministre.

Avant même cette publication, certains membres du gouvernement avaient pris les devants, à l'instar d'[Arnaud Montebourg](#) (redressement productif) ou de [Marie-Arlette Carlotti](#) (lutte contre l'[exclusion](#)), de [Marisol Touraine \(santé\)](#) et d'[Aurélie Filippetti \(culture\)](#), ou encore des deux ministres écologistes Cécile Duflot ([logement](#)) et [Pascal Canfin](#) (développement).

Dans le patrimoine, révélé lundi par le quotidien [Sud-Ouest](#) avant sa publication comme tous les ministres, la ministre aux personnes âgées Michèle Delaunay, déclare pour son couple marié en communauté de biens 5,4 millions dont 3,1 millions d'[immobilier](#), avec deux maisons à Bordeaux, une à Arcachon (Gironde), une à Hossegor (Landes) Selon le détail, validé par l'entourage de la ministre, il comporte aussi des éléments financiers issus de la vente d'une partie de ce patrimoine, soit 1,3 million. Un autre million correspond aux gains des deux [carrières](#) -Mme Delaunay était cancérologue et chef de clinique, son époux haut fonctionnaire. Il comporte notamment 200 000 euros de meubles et tableaux anciens, 15 000 de bijoux. Selon [Sud-Ouest](#), ce patrimoine pourrait [placer](#) Mme Delaunay, qui paie l'[ISF](#), parmi les cinq plus gros patrimoines du gouvernement.

"C'est un patrimoine très important. Et difficilement compréhensible de la majorité des Français qui sont dans la difficulté", reconnaît-elle dans [Sud Ouest](#). Son patrimoine, explique-t-elle, est "le fruit de deux carrières professionnelles longues, de bon niveau, et des héritages issus de nos quatre parents. Il s'agit donc du bilan de deux vies. Sans enfants, qui plus est. Sans possibilité de donation, donc." La ministre s'inquiète du risque d'"opprobre", qu'on puisse lui [demander](#) : "comment pouvez-vous parler du RMI ?" Mais elle ne sera "jamais honteuse" d'un patrimoine dont elle connaît l'origine, "à chaque pas", et dont elle n'a aucunement l'impression qu'il lui ôte "la valeur des choses", assure-t-elle.

La publication du patrimoine des ministres préfigure aussi ce qui attend les parlementaires et présidents de collectivité territoriale. Le projet de loi de moralisation de la vie publique, présenté le 24 avril en conseil des ministres, devrait en effet leur [imposer](#) une même transparence, en dépit des réserves exprimées jusque dans la majorité.

"RENDRE PUBLIC, C'EST DU VOYEURISME"

La critique la plus remarquée est venue du président PS de l'Assemblée, [Claude Bartolone](#). Comme il l'a expliqué jeudi à M. Ayrault, l'élu de la Seine-Saint-Denis fait [valoir](#) que

"déclarer, contrôler, sanctionner, c'est de la transparence" alors que "rendre public, c'est du voyeurisme".

Lire : Publication du patrimoine : sons de cloche différents chez les ténors du PS

Le point de vue de M. Bartolone est partagé à droite, notamment par l'ex-ministre UMP Luc Chatel, qui redoute que le chef de l'Etat jette "*l'opprobre*" sur la classe politique pour masquer le fait qu'il y avait un "*voyou*" au PS. Le président de l'UMP, Jean-François Copé, n'est pas enthousiaste lui non plus. Ses rivaux François Fillon et Laurent Wauquiez ont de leur côté devancé la loi et dévoilé leur patrimoine. "*Même si je ne suis pas enthousiaste à cette idée, la transparence sur le patrimoine des hommes politiques étant pratiquée dans vingt-quatre pays sur vingt-sept (dans l'Union européenne, NDLR), il faudra bien y passer*", a commenté dimanche M. Fillon.

Lire : Comment lire une déclaration de patrimoine ?

Le patrimoine de François Hollande

Contrairement à ses 38 ministres, François Hollande ne publiera pas son patrimoine lundi 15 avril, celui-ci ayant déjà été déclaré il y a un an, à l'occasion de l'élection présidentielle.

Selon cette "*déclaration de situation patrimoniale*", publiée au Journal officiel du 11 mai 2012, le patrimoine du chef de l'Etat s'élève à 1,17 million d'euros, soit un montant inférieur au seuil de l'impôt sur la fortune, qui s'applique à partir de 1,3 million. Depuis, "*ça n'a pas changé*", hormis un compte courant à la Société générale passé de 2 790 euros "*à 5 500 euros*", indique-t-on à l'Elysée.

D'après cette déclaration, les biens immobiliers de François Hollande se répartissent entre une maison à Mougins (Alpes-Maritimes) pour 800 000 euros et deux appartements à Cannes pour 230 000 et 140 000 euros.

Putin's most vocal critic, Alexey Navalny, faces revenge in court

Anti-corruption crusader Navalny accused of conspiracy to embezzle £333,000 from state-owned timber firm

[Miriam Elder](#) in Kirov

guardian.co.uk, Tuesday 16 April 2013 09.04 BST



Alexei Navalny has galvanised anti-Putin feeling on and offline – and now faces trial for embezzlement. Photograph: AP Photo/ Alexander Zemlianichenko

With its dirt pavements and crumbling wooden homes, the city of Kirov is a city stuck in time. Karl Marx Street runs parallel to Lenin Street. Soviet-era buses ferry workers to and fro.

But on Wednesday morning the eyes of the Russian elite – from ministers to Kremlin critics – will be on an unassuming courthouse in the centre of this city, where Alexey Navalny, [Vladimir Putin](#)'s loudest foe, will go on trial charged with embezzlement.

[Few doubt the trial is motivated by political revenge](#). Navalny, a 36-year-old lawyer, [anti-corruption crusader and popular blogger](#), has spent the last year labelling Putin a crook and calling for the powerful president to be jailed, and has uncovered corrupt schemes by some of Putin's closest associates.

Kirov is 500 miles north-east of Moscow but a world away. Its nearly half a million residents make an average wage of 17,000 roubles (£350) a month; many still work in the Soviet-era factories that line the town.

Kirov was meant to be a showcase of liberal co-operation with an unwavering Kremlin. In 2009, Putin's protégé, Dmitry Medvedev, then president and now prime minister, appointed opposition politician Nikita Belykh to the governor's post. Despite criticism from his anti-Putin cohorts, Belykh took the job, arguing that it was possible to transform the system from within.

"There were big hopes for the governor's team," said Yana Strauzova, spokesman for the city government.

Acquainted with Navalny from Moscow opposition circles, Belykh called the young lawyer in as an adviser. It was then, prosecutors argue, that Navalny conspired to embezzle 16m roubles (£333,000) from a state-run timber firm called Kirovles. Two previous investigations were closed.

The case was reopened and Navalny was charged in July, not long after he uncovered secret property owned in the Czech Republic by Alexander Bastrykin, a close Putin ally and head of [Russia's](#) investigative committee, a powerful body that has been likened to a political police. Navalny faces up to 10 years in prison if found guilty.

Belykh, his one-time ally, has declined to comment. On Monday, the governor took to his blog to address the many journalists and supporters descending upon Kirov. He would not be in town, he said, but provided a list of tourist sites to visit.

The chance that Navalny will be acquitted is minuscule. Konstantin Zaytsev, head of the court that will try Navalny, said a guilty verdict was "probable but not inevitable". The presiding judge, Sergei Blinov, has never issued a not-guilty verdict. Zaytsev himself said he has issued one not-guilty verdict in his decades-long career – and it was overturned.

"The system works in such a way that those who would be found not guilty get filtered out before the case reaches court," Zaytsev explained. Russia's conviction rate is over 99%.

Navalny has accused Putin of personally ordering the case against him and has called the charges absurd.

Like most provincial towns around Russia, Kirov is far from the hustle and bustle of Moscow's political life. Rocked by months of street protests early last year, the capital has settled into a state of constant, low-level tension. Dozens have been arrested for a protest that turned violent on 6 May and a series of repressive laws keep opposition anger afloat, if hidden.

Navalny was the most public face of those protests. Yet according to recent research by the Levada Centre, an independent poll group, only 37% of Russians had heard of the opposition activist. At the height of Russia's protest season, around the time of a 4 March presidential election that swept Putin back into the Kremlin, 3,000 people turned out in Kirov – something local activists considered a runaway success.

"All I've heard about Navalny is what they say about him," said Margarita Trufakina, a 22-year-old swimming instructor. "He presented himself as a fighter for justice – and proved to be otherwise." Many more had heard nothing of Navalny or the case against him.

All but barred from appearing on state-run television, the opposition activist has taken to the internet to win a following. Yet in a country marred by ubiquitous corruption, the case has already tarnished his reputation among some who once looked upon him with interest.

"In such cases, one can't be 100% sure of anything," said Ivan, 21. "Maybe they're trying him because he really stole something, or maybe it's because he wanted to change something in Russia. Anything is possible."

Dozens of supporters from around the country have promised to make their way to Kirov for the trial, aiming to raise awareness among locals, counter state propaganda and keep the attention on a case far from the media-heavy capital.

Kirill Osipov, 26, hitchhiked seven hours from the city of Kazan to arrive in Kirov on Monday morning. "If we don't show the government our position, they will never listen to us," Osipov said. "The same thing can happen to any of us. That Navalny is against the system is a positive thing for us." He said he planned to stay up to a month in the city. Anna, a 21-year-old activist, drove 12 hours from the southern city of Volgograd and said she planned to stay for a week.

Navalny's associates have set up a headquarters to host the flood of activists and Moscow-based reporters expected to descend upon Kirov for the trial. In a basement office they were scrambling to set up an internet connection and make sure there was enough tea and coffee in stock.

The office stands near the end of a long, pot-holed road lined with crumbling pre-revolutionary homes and empty new constructions. At the opposite end, on Lenin Street, stands the grandest building in Kirov – a red-and-white castle featuring balconies and gargoyles, and topped with two sculptures of Russia's national symbol, the double-headed eagle. The building does not host the local government, the mayor's office or a court. It is the city's headquarters for the Federal Security Service, the main successor agency to the KGB.

L'Autriche veut un geste dans la lutte contre les paradis fiscaux

2013-04-16 16:31:00



Ministre de l'Economie Etienne Schneider, mardi en Autriche, lors d'un forum économique Autriche–Luxembourg (Photo: SIP)

"Entre ne rien transmettre et un échange automatique des données, on doit pouvoir trouver une solution", a estimé mardi le ministre autrichien de l'Economie, Reinhold Mitterlehner au cours d'une conférence de presse à Vienne avec son homologue luxembourgeois, Etienne Schneider.

La levée partielle du secret bancaire pour les résidents étrangers possédant un compte en Autriche devrait aller de pair avec une lutte de l'Union européenne (UE) contre les paradis fiscaux, a estimé mardi le gouvernement autrichien.

Il n'y a pas de raison que l'Autriche "sacrifie" le secret bancaire pour les résidents étrangers sans que le Royaume-Uni ne bouge sur la question des paradis fiscaux, a déclaré le ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, le conservateur Michael Spindelegger, en marge de la réunion régulière du conseil des ministres.

L'Autriche, par la voix de son chancelier social-démocrate Werner Faymann, s'est dite prête la semaine dernière à "négocier" la levée du secret bancaire, inscrit dans la Constitution du pays, pour les détenteurs étrangers de comptes sur son territoire.

Parallèlement, M. Faymann et d'autres dirigeants du gouvernement de grande coalition, qui rassemble socio-démocrates et conservateurs, ont pointé du doigt les "véritables" paradis fiscaux, notamment les îles anglo-normandes, et demandé à Londres et à l'UE d'avancer dans ce domaine.

"Nous ne souhaitons pas commencer à discuter si d'autres ne sont pas prêts à discuter de leurs

thèmes. Cela ne peut pas fonctionner à sens unique", a indiqué à l'AFP le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Alexander Schallenberg.

"Entre ne rien transmettre et un échange automatique des données, on doit pouvoir trouver une solution", a pour sa part estimé le ministre autrichien de l'Economie, le conservateur Reinhold Mitterlehner au cours d'une conférence de presse à Vienne avec son homologue luxembourgeois, Etienne Schneider. Mais il n'a pas détaillé la forme que cette solution pourrait prendre.

Michael Spindelegger s'est par ailleurs félicité des excuses de la France, après la menace du ministre français du Budget Bernard Cazeneuve, d'inscrire la petite république alpine sur la liste des paradis fiscaux.

"C'est bien qu'un ministre français des Finances se soit excusé auprès de l'Autriche", a-t-il déclaré en référence aux déclarations de Pierre Moscovici, ministre français des Finances, vendredi à Dublin.

L'Autriche est critiquée au sein de l'UE, pour être le dernier pays à vouloir conserver le secret bancaire, après que le Luxembourg eut décidé de rentrer dans le rang européen.

Le Premier ministre luxembourgeois Jean-Claude Juncker, sous la pression de ses partenaires européens et des Etats-Unis, a annoncé le 10 avril que son pays acceptait la levée partielle du secret bancaire, avec l'échange automatique de données à partir du 1er janvier 2015.

Afp

Les paradis fiscaux visés par l'Autriche

La levée partielle du secret bancaire devrait aller de pair avec une lutte contre les paradis fiscaux, a estimé ce mardi le gouvernement autrichien.



Il n'y a pas de raison que l'Autriche «sacrifie» le secret bancaire sans que le Royaume-Uni ne bouge sur les paradis fiscaux, selon le ministre Michael Spindelegger. (photo: AFP)

Il n'y a pas de raison que l'Autriche «sacrifie» le secret bancaire pour les résidents étrangers sans que le Royaume-Uni ne bouge sur la question des paradis fiscaux, a déclaré le ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier, le conservateur Michael Spindelegger, en marge de la réunion régulière du conseil des ministres. L'Autriche, par la voix de son chancelier social-démocrate Werner Faymann, s'est dite prête la semaine dernière à «négocier» la levée du secret bancaire, inscrit dans la Constitution du pays, pour les détenteurs étrangers de comptes sur son territoire.

Diaporama Luxembourg impliqué dans le «Offshore-Leaks»

Parallèlement, M. Faymann et d'autres dirigeants du gouvernement de grande coalition qui rassemblent socio-démocrates et conservateurs, ont pointé du doigt les «véritables» paradis fiscaux, notamment les îles anglo-normandes, et demandé à Londres et à l'UE d'avancer dans ce domaine. «Nous ne souhaitons pas commencer à discuter si d'autres ne sont pas prêts à discuter de leurs thèmes. Cela ne peut pas fonctionner à sens unique», a indiqué le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Alexander Schallenberg.

Critiquée au sein de l'UE

«Entre ne rien transmettre et un échange automatique des données, on doit pouvoir trouver une solution», a pour sa part estimé le ministre autrichien de l'Économie, le conservateur Reinhold Mitterlehner au cours d'une conférence de presse à Vienne avec son homologue luxembourgeois, Étienne Schneider. Mais il n'a pas détaillé la forme que cette solution pourrait prendre. Michael Spindelegger s'est par ailleurs félicité des excuses de la France, après la menace du ministre français du Budget, Bernard Cazeneuve, d'inscrire la petite république alpine sur la liste des paradis fiscaux.

«C'est bien qu'un ministre français des Finances se soit excusé auprès de l'Autriche», a-t-il déclaré en référence aux déclarations de Pierre Moscovici, ministre français des Finances, vendredi à Dublin. L'Autriche est critiquée au sein de l'UE, pour être le dernier pays à vouloir conserver le secret bancaire, après que le Luxembourg a décidé de rentrer dans le rang européen. Le Premier ministre luxembourgeois, Jean-Claude Juncker, a annoncé le 10 avril, que son pays acceptait la levée partielle du secret bancaire, avec l'échange automatique de données à partir du 1er janvier 2015.

(L'essentiel Online/AFP)

Putin foe Navalny defiant as trial opens in Russia



By Gabriela Baczynska
KIROV, [Russia](#) | Wed Apr 17, 2013 7:11am EDT

(Reuters) - Russian protest leader Alexei Navalny accused the authorities of fabricating charges against him at the start of a trial on Wednesday that he says is intended to crush opposition to Vladimir Putin.

The anti-corruption blogger, 36, was calm and defiant in a 40-minute appearance in court in the provincial city of Kirov before Judge Sergei Blinov adjourned proceedings until April 24 to give the defense more time to prepare its case.

Navalny could face 10 years in jail if convicted of stealing 16 million roubles (\$510,000) from a timber firm in Kirov that he was advising in 2009 while working for the liberal regional governor.

Navalny, the most prominent opposition leader to be tried in post-Soviet Russia, has suggested Putin ordered the trial to sideline a potential presidential rival.

"The case is totally falsified, trumped up. I am completely innocent," he told reporters in court, reiterating his belief that he would be convicted regardless of the evidence.

Casually dressed in an open-necked shirt with no tie or jacket, Navalny chatted casually with reporters and thanked them for attending. His wife Yulia sat calmly in court behind him, flanked by opposition leader Boris Nemtsov.

Tall and clean-cut, Navalny has been a thorn in the side of the government since starting to campaign online against state corruption in 2007. He established himself as a powerful speaker at anti-Putin demonstrations that flared 16 months ago.

Rallies in his support were planned in Moscow and Kirov on Wednesday, but the wave of protests against Putin's 13-year domination of Russia has ebbed. On the muddy streets of the industrial city, few people had any sympathy with Navalny.

"He is probably guilty of something," said Anya, a young woman selling toy cars in the main square of Kirov, almost 900 km (550 miles) northeast of Moscow and dominated by grey Soviet-era buildings.

"His supporters would say this is political, of course, but I think there must be more to it since the case has gone this far," she said.

Grigory Pandzensky, a student, said: "It looks like he's guilty ... It would be best if he went to jail."

CLAMPDOWN ON THE OPPOSITION

The Kremlin sees little risk in making an example of Navalny to discourage dissent because conservative voters in the provinces - Putin's traditional support base - are either indifferent or likely to welcome a jail sentence for Navalny.

A recent opinion poll indicated about 37 percent of Russians know who Navalny is, a sharp increase in the past two years, but only 14 percent would vote for him in a presidential election.

His main support is among urban youth and the middle class but he is rarely seen on state television, the main source of news for the many millions of Russians outside the big cities.

Since Putin's return to the Kremlin last May after four years as prime minister, two members of the dissident Pussy Riot band have been jailed, a prominent protest leader has been thrown out of parliament and another is under house arrest.

About 12 protesters also face sentences of up to 10 years over clashes with police at a rally on the eve of Putin's inauguration last May and parliament has pushed through tough new penalties and fines for demonstrators who stray out of line.

A spokesman for Russia's Investigative Committee, which answers to Putin, said on Friday the case against Navalny had been speeded up because he had done "everything in his power to attract attention to himself" and taunt the authorities.

Putin's spokesman, Dmitry Peskov, has denied the president uses the courts for political ends and says the Kremlin leader will not be following the trial.

Navalny's case has caused international concern and two Western diplomats were among those packed into the small Leninsky Court. They declined comment.

Former [finance](#) minister Alexei Kudrin, who still has the ear of the Kremlin, said the trial brought to mind the idea of "time travel" to the Soviet-era and warned that it "calls into question the basics of the market economy".

Navalny's supporters in Kirov said they would keep supporting him. In a show of defiance, they have made the password for their Internet account navalny2018, a reference to the year when the next presidential election is scheduled.

(Reporting by Gabriela Baczynska; Writing by Timothy Heritage and Alissa de Carbonnel; Editing by Kevin Liffey)

Switzerland among laggards in global hunt for tax cheats -OECD

By Kim Dixon

WASHINGTON, April 19 | Fri Apr 19, 2013 12:29pm EDT

(Reuters) - Fourteen countries, including Switzerland, were called out on Friday by the Paris-based Organisation for Economic Co-operation and Development (OECD) for not meeting new global standards meant to crack down on tax dodgers.

The standards - which call for automatic data exchange between countries when tax cheating is suspected - reflect a tougher approach in recent years by the United States, Britain, [Germany](#) and other developed countries toward tax avoidance.

The OECD, a club for wealthy nations, issued a report on the topic to the Group of 20 [finance](#) ministers meeting at the International Monetary Fund and World Bank semi-annual conference in Washington.

Besides Switzerland, the United Arab Emirates and Panama were among the 14 countries named as failing to meet the OECD's Phase 2 standard of effectiveness in international information exchange.

"Significant progress has been made ... but significant progress remains to be made," Pascal Saint-Amans, director of OECD's Centre for Tax Policy, told reporters.

"Switzerland for the time being is stuck," he said, acknowledging that Switzerland has made progress, but is not done yet with changing its ways, Saint-Amans said.

The Alpine nation - an historical bastion of banking secrecy - has been under fire for several years for turning a blind eye to the sheltering of taxable income by its banking sector.

UBS AG, Switzerland's largest bank, paid \$780 million in 2009 and handed over thousands of client names to settle U.S. charges that it helped U.S. citizens hide funds.

Tax evasion has dominated European headlines in recent weeks, following the admission by a disgraced former French minister that he held a Swiss account and the recent leak of thousands of holders of secret bank accounts worldwide.

Earlier this week, sources told Reuters that Swiss and U.S. governments were weighing a possible solution to end their long-standing dispute over Swiss [banks](#) accused of helping wealthy Americans evade billions of dollars in taxes.

Formed after World War Two to promote cooperation and reconstruction, the OECD can urge change on its 34 member nations, but it is largely up to individual governments to carry it out.

"There still continues to be a disconnect between letter of the law and application of the law," said Heather Lowe, counsel for Global Financial Integrity, an advocacy group.

The OECD's Global Forum on Transparency and Exchange of Information has completed reviews of 100 countries so far, which are adopted by consensus of its 119 members.